

BAPE sur les mines d'uranium : Premières nations, groupes citoyens, médecins et organismes de la société civile réclament le maintien du moratoire québécois

Montréal, le jeudi 8 mai 2014. Suite à la publication d'une nouvelle étude de la Santé publique du Québec et à l'aube de consultations du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) sur les enjeux de la filière uranifère, des représentants des Premières nations, des groupes citoyens, des médecins et des organismes de la société civile demandent au nouveau gouvernement de Philippe Couillard de maintenir le moratoire québécois sur les mines d'uranium. Les organismes demandent également que les pré-consultations [annoncées mardi](#) par le BAPE puissent servir à mieux définir l'ensemble des enjeux qui devront être évalués, notamment les risques pour la santé et l'environnement, la gestion à perpétuité des résidus miniers radioactifs, l'utilisation de l'uranium et de ses dérivés à des fins militaires, ainsi que les coûts-bénéfices de l'uranium par rapport aux autres sources d'énergie. Ils réclament également le respect des droits et des intérêts des Premières nations tout au long du processus. Les organismes ont fait ces demandes alors qu'ils étaient réunis ce matin en conférence de presse à Montréal.

« Le respect des droits et des intérêts des nations autochtones est une condition *sine qua none* pour tout le processus de consultation qui s'amorce. L'exploration et l'exploitation de l'uranium présentent des dangers majeurs et irréversibles pour nos populations, nos territoires et les ressources qu'ils contiennent. Dans une assemblée tenue en [mars 2013](#), les Chefs de l'APNQL ont adopté une résolution qui s'oppose fermement et définitivement à l'exploration et à l'exploitation de l'uranium sur nos territoires », déclare Ghislain Picard, Chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL).

« La [récente étude](#) de la Santé publique du Québec sur les mines d'uranium n'est pas du tout rassurante et confirme de nombreux risques pour la santé, l'environnement et les populations, notamment des risques de cancers, des risques de contamination toxicologique et radiologique, ainsi que des impacts psychosociaux », affirme Dr. Éric Notebaert, membre de l'Association canadienne des médecins pour l'environnement (ACME) et de Médecins pour la survie mondiale (MSM).

« L'étude soulève également des lacunes importantes dans les connaissances concernant la prévalence et l'incidence de certaines maladies, de malformations génétiques, ainsi que des risques liés aux accidents technologiques et à la gestion des résidus miniers à long terme. Le principe de précaution s'impose face aux mines d'uranium », insiste Dr. Isabelle Gingras, membre de l'Association canadienne des médecins pour l'environnement et membre du comité de travail de la Santé publique de la Côte-Nord qui a commandé ladite étude. Ce comité de travail a été dirigé par le Dr. Rénaud Cloutier.

Des pré-consultations pour mieux définir les enjeux à évaluer

Les organismes demandent notamment que le BAPE puisse consulter des experts indépendants de l'industrie lors de son mandat, des experts nationaux et internationaux. Ils réclament également des études additionnelles sur les enjeux suivants :

- Les risques pour la santé et l'environnement pour l'ensemble du cycle de l'uranium, de la mine aux centrales nucléaires, incluant la gestion à perpétuité résidus miniers radioactifs;
- Les risques de contamination des eaux souterraines et des eaux de surface;
- Les risques d'émission de radionucléides dans l'air, dans l'eau et dans l'environnement, notamment le thorium, le radium, le radon et le polonium;

- Les risques de contamination de la faune et de la flore autour des mines d'uranium, notamment la contamination des poissons et des animaux consommés par les Premières nations;
- Les risques d'accidents technologiques et de déversements miniers, avec analyse de cas récents;
- Analyse des cadres réglementaires et de leur application, avec leurs lacunes et défaillances;
- Des analyses coûts-bénéfices de l'uranium par rapport à d'autres sources d'énergie;
- Les risques de l'utilisation de l'uranium à des fins militaires et d'armement nucléaire;
- Le respect des droits constitutionnels et internationaux des Premières nations;

Rappelons que l'opposition aux mines d'uranium s'étend aujourd'hui à plus de 400 municipalités, organismes et nations autochtones du Québec, notamment la Nation Cri de Mistissini, qui est prise avec le projet uranifère le plus avancé au Québec (projet Matoush de Strateco).

« Il sera important que le BAPE puisse consulter l'ensemble des communautés et des régions affectées par des projets d'uranium ces dernières années, notamment la Côte-Nord, le Nord-du-Québec, le Nunavik, l'Outaouais, les Hautes-Laurentides, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Témiscaminque et la Gaspésie-Baie-des-Chaleurs » affirme Philippe Bourke, directeur du Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ).

« Il faut également que les citoyens et les communautés aient suffisamment de temps pour se préparer à chacune des étapes des consultations, et que toute la documentation soit disponible en français et en anglais afin de faciliter la participation de tous » de conclure Ugo Lapointe, porte-parole de la coalition *Québec meilleure mine*.

Le [mandat du BAPE](#) s'étend sur un an, soit du 20 mai 2014 au 20 mai 2015.

Les personnes et les organismes représentés ce matin à Montréal et appuyant les présentes demandes : Ghislain Picard, Chef de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador; Drs. Éric Notebaert et Isabelle Gingras, membres de l'Association canadienne des médecins pour l'environnement; Ugo Lapointe, porte-parole de la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine; Philippe Bourke, directeur du Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement; Guylaine Maroist, présidente des Artistes pour la Paix et coréalisatrice du film *Gentilly or not to be*; François Lapierre, Association de protection de l'environnement des Hautes-Laurentides; Sébastien Bois, CentricoisEs et MauricienNEs pour le déclassement du nucléaire; Jacques Dagenais, ancien administrateur; Dr. Michel Duguay, professeur de physique à l'Université Laval; Patrick Bonin, Greenpeace Quebec; Dr. Juan Carlos Chirgwin, président des Médecins pour la survie mondiale; Christian Simard, directeur général de Nature Québec; Dr. Gordon Edwards, président du Regroupement pour la surveillance du nucléaire; Bruno Massé, directeur du Réseau québécois des groupes écologistes; Marc Fafard, porte-parole de Sept-Îles Sans uranium et, pour l'occasion, de Minganie sans uranium; Anne-Marie Saint-Cerny et Daniel Green, Société pour vaincre la pollution.

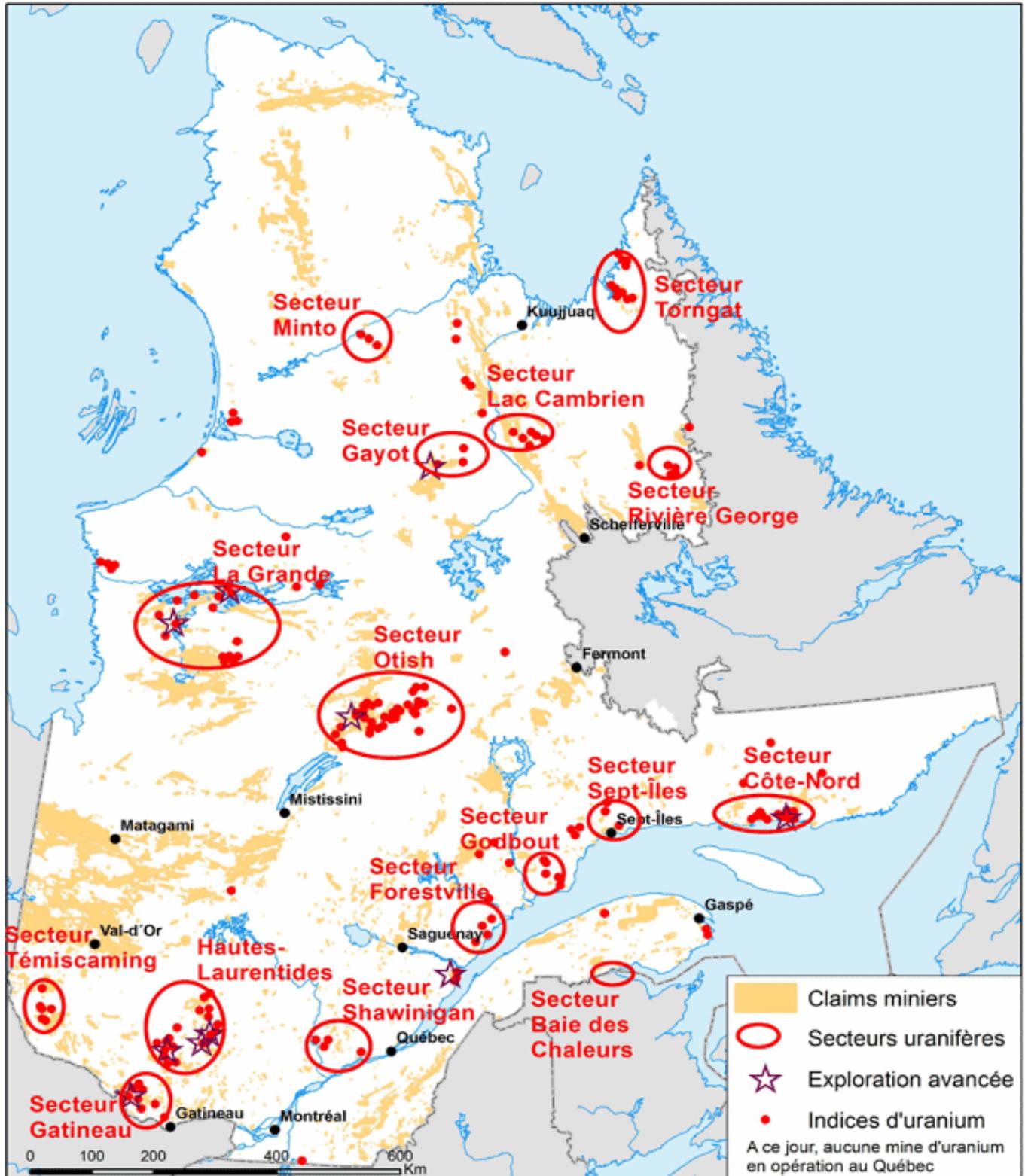
-30-

Pour informations :

Anne-Marie Gagnon, Agente de communication RNREQ, -514-861-7022, annemarie.gagnon@rncreq.org
 Ugo Lapointe, Québec meilleure mine, 514-708-0134, ulapointe_quebecmeilleuremine@yahoo.com

Secteurs uranifères au Québec

(Source principale: Ministère des Ressources naturelles du Québec)



Enjeux des mines d'uranium

Quelques faits saillants | Mai 2014

ENVIRONNEMENT

- Pour chaque tonne d'uranium extrait, des milliers de tonnes des déchets miniers sont générés
- Environ 85% de la radioactivité des gisements extraits demeurent dans les déchets miniers
- Les déchets miniers demeurent radioactifs pendant des milliers d'années (Th230, Ra226, etc.)
- Il n'y a pas encore de méthode connue pour légiférer ou gérer un site sur une aussi longue période
- Les mines d'uranium, même les plus modernes, ne sont pas à l'abri de défaillances
- On compte plusieurs accidents technologiques et déversements miniers d'uranium depuis trente ans
- Les mines d'uranium posent des risques de contamination toxicologique et radiologique
- Plus de 53 contaminants radiologiques et chimiques ont été identifiées pour les mines d'uranium
- Les principaux contaminants incluent : thorium, radium, radon, polonium, sélénium et uranium
- Les données sont insuffisantes concernant les risques liés à plusieurs contaminants chimiques
- Les données sont insuffisantes pour conclure sur la zone de contamination autour des sites uranifères

SANTÉ

- Les données sont insuffisantes pour conclure sur les risques à la santé des populations avoisinantes
- On suspecte néanmoins une augmentation des risques de leucémie pour la population
- On suspecte une augmentation des risques génétiques et certaines grossesses défavorables
- Les risques pour la population sont susceptibles d'augmenter avec le bruit de fond régional
- Les risques pour la population sont susceptibles d'augmenter avec la consommation animale
- Les risques pour la population sont susceptibles de dépasser des normes et des critères reconnus
- Les risques pour la santé des travailleurs miniers d'uranium augmentent pour le cancer du poumon
- Données insuffisantes pour conclure sur les risques liés aux accidents technologiques
- Données insuffisantes pour conclure sur les risques liés à la gestion des résidus radioactifs à long terme
- Données insuffisantes pour conclure sur les risques liés au transport des réactifs et du concentré d'U
- De l'anxiété est ressentie chez plusieurs en lien avec la radioactivité et ses effets (réels/appréhendés)
- Altération du climat social et perte de confiance de certains citoyens envers les autorités publiques
- Certains groupes sociaux sont plus vulnérables sur les plans de la santé physique ou psychosociale

ÉCONOMIE

- Le prix de l'uranium a chuté de 25% depuis 1 an et de 60% depuis l'accident de Fukushima en 2011
- L'uranium sert principalement à produire de l'énergie nucléaire et à des fins militaires
- L'énergie nucléaire coûte de plus en plus cher et fait face à de nombreux défis techniques/sécuritaires
- L'énergie nucléaire est en déclin avec 10% de l'énergie mondiale produite en 2013 vs 17% en 1993
- L'énergie nucléaire coûte 2 à 4 fois plus chère que l'énergie hydroélectrique ou éolienne
- L'énergie nucléaire émet 10 à 20 fois plus de gaz à effet de serre que l'énergie éolienne
- Le Québec compte des gîtes de faibles teneurs, 10 à 200 fois moins riches que ceux de la Saskatchewan

LE MYTHE DES ISOTOPES MÉDICAUX

- La fabrication d'isotopes médicaux ne dépend pas des mines d'uranium
- Moins de 1% des réacteurs nucléaires dans le monde produisent des isotopes médicaux
- Les isotopes médicaux peuvent être produits à partir d'accélérateurs de particules (ex: U.Sherbrooke)

Références : [INSPQ 2013](#); [WNSR 2013](#); [US-NAS 2011](#); [NRCNA 2006](#); [IP 2006](#); [wise-uranium.org](#); [infomine.com](#).